

Oleg Bernaz

Identité nationale et politique de la langue

Une analyse foucaldienne
du cas moldave

Préface de Marc Maesschalck

Critique sociale et pensée juridique
n° 4

Publié avec le soutien des Fonds de la Recherche Scientifique – FNRS (PDR T.0051.13) et du Centre de philosophie du droit de l'Université catholique de Louvain.

Cette publication a fait l'objet d'une évaluation par les pairs.

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'éditeur ou de ses ayants droit, est illicite. Tous droits réservés.

© P.I.E. PETER LANG s.a.

Éditions scientifiques internationales

Bruxelles, 2016

1 avenue Maurice, B-1050 Bruxelles, Belgique

www.peterlang.com ; info@peterlang.com

Imprimé en Allemagne

ISSN 0772-7356

ISBN 978-2-87574-343-5

eISBN 978-3-0352-6618-4

D/2016/5678/35

Information bibliographique publiée par « Die Deutsche Nationalbibliothek ».

« Die Deutsche Nationalbibliothek » répertorie cette publication dans la « Deutsche Nationalbibliografie » ; les données bibliographiques détaillées sont disponibles sur le site <<http://dnb.d-nb.de>>.

Préface

Y a-t-il une « épistémè géolinguistique » ?

Marc MAESSCHALCK

L'ouvrage d'Oleg Bernaz n'a d'autre ambition que celle de nous introduire à une nouvelle *épistémè* politique en se basant sur l'analyse d'un cas particulier, celui de la Moldavie d'après 1924, lorsque le pays entre dans la sphère d'influence du socialisme soviétique. Bernaz revient sur cette période particulièrement sensible, époque où commencent selon la loi des langues votée le 31 août 1989 par le nouveau Parlement de la Moldavie, « les falsifications de la langue moldave subies pendant toute l'époque soviétique ». C'est à partir de ce contexte que Bernaz va tenter de reconstruire le schéma de biopouvoir linguistique qui oriente l'action des linguistes selon la méthode esquissée par Foucault dans *Les mots et les choses* lorsqu'il soulignait combien « tout au long du XIX^e siècle la philologie a eu de profondes résonances politiques ». Le résultat de son travail consiste à mettre en évidence la cassure qu'opèrent du point de vue de l'épistémè politique, les linguistes du cercle de Prague par rapport à l'approche jusqu'alors dominante. C'est dans ce contexte qu'une nouvelle fonction de la politique des langues se met en place et influencera le sens contemporain d'un pouvoir sur et par les langues.

Malgré les travaux importants réalisés en linguistique par Patrick Sériot et en épistémologie par Jean-Jacques Lecercle, nous connaissons encore mal en philosophie politique les orientations fondamentales et les enjeux théoriques des politiques de la langue menées par la jeune Union soviétique à la fin des années 1920 et durant les années 1930. Pourtant, ces politiques que nous nommerons « géo-linguistiques » se fondent sur un projet théorique fort appuyé sur les travaux de géographie linguistique du cercle de Prague, particulièrement en la personne de Pyotr Savitsky, mais aussi de Roman Jakobson, dont plusieurs des travaux fondateurs de l'époque n'ont toujours pas été traduits et ne sont donc pas accessibles pour un débat plus large dans le champ de la recherche.

Entre 1928 et 1934, nous observons d'abord une oscillation du pouvoir soviétique entre l'imposition d'un alphabet cyrillique et le maintien de l'alphabet latin pour écrire le moldave. Mais parallèlement à ce souci alphabétique, se dessine une politique complexe de la langue qui se

marque dans les travaux des linguistes moldaves proches du pouvoir à l'époque. Pour Moscou, il s'agissait dans les années 1920, de « promouvoir la conscience nationale des ethnies minoritaires non-russes » pour éviter de devoir gérer des divisions de classe, pour élargir la sphère d'influence de l'Union vers des minorités frustrées occupant des territoires voisins (en Ukraine et en Roumanie), enfin pour favoriser l'émergence d'un désir modernisateur soutenu par une élite nationale.

De fait, dès 1918, Lénine avait affirmé que l'ambition de l'internationalisme prolétarien était d'unifier des territoires dotés de culture, d'identités et d'histoires politiques, économiques et sociales disparates, de manière à ouvrir la voie à une nouvelle forme de raison politique planificatrice. Il s'agissait de recourir aux différentes branches des connaissances et des techniques pour fonder un mode de conduite des masses capable de les mener à leur autonomie comme Sujets historiques. Dans ce sens, Lénine est certainement l'un des premiers concepteurs d'une politique matérialiste si l'on entend d'abord par là une sortie de l'ordre moderne de la représentation en référence à une autorité souveraine pour appliquer l'ordre de l'action à des techniques d'administration des corps visant le contrôle du « faire-vivre »

Pour Lénine, la réussite d'un tel processus dépend de sa naturalité, c'est-à-dire des caractéristiques observables des gens, des contrées et des économies (Lev Berg, Sergheievskij) recueillies par des études de terrain et rassemblées en systèmes de systèmes dont les niveaux sont hétérogènes et clos. Pour réussir, les pratiques concrètes de contrôle et d'organisation doivent utiliser les possibilités d'alliance de niveaux entre ensembles disparates et privilégier ces alliances, voire les favoriser à la manière de grammaires d'exécution. Les travaux du linguiste Polivanov, d'abord en poste en Ouzbékistan, puis à Moscou sont particulièrement caractéristiques de ces préoccupations de « convergences phonétiques » et d'union des langues dont les différents outils sont l'orthographe, la grammaire, la transcription alphabétique, les processus d'alphabétisation des populations et l'éducation scolaire au conventions linguistiques. Parmi ces formes particulièrement performantes de politiques des langues, le moyen choisi pour réaliser ces objectifs en Moldavie fut de construire la grammaire de la langue moldave, notamment à travers les travaux fondateurs de Leonid A. Madan (1929), Georgé Buchiuschkanu (1925) et de Ion Kuschmaunse (1939).

Dans ce contexte, l'exercice du biopouvoir va donc être fondamentalement dépendant du processus discursif par lequel la grammaire de la langue sera désormais produite. Cette politique ne peut aboutir que moyennant une transformation théorique de la construction grammaticale. C'est sur ce point qu'interviennent plus spécifiquement

les choix épistémologiques du cercle de Prague. Jusque- là, la méthode utilisée, notamment de manière emblématique alors par le linguiste Madan, consiste à s'immiscer, par des études de terrain, dans le désir collectif des populations. Comme dans l'*épistémè* moderne de la langue chez Foucault, celle-ci est conçue comme l'expression du désir des subjectivités. Les travaux du cercle de Prague font voler en éclat cette *épistémè* concevant la grammaire comme un processus discursif tendant à ramener le langage dans l'intériorité du désir incertain du sujet. L'article de Jakobson intitulé « Pour une caractéristique de l'union eurasiennne des langues » (*K kharakteristike evraaziiskovo iazykovovo soiuza*), ainsi que ceux de Savitsky ou de Mikhaïl Sergejevski (« Les problèmes de la géographie linguistique du point de vue du géographe » du premier ou les « études moldaves » du deuxième) défendent l'idée qu'il faut abandonner « La conception d'un système phonologique comme un agglomérat fortuit d'éléments ». L'enjeu pour ces linguistes est de recourir à la phonologie comparée pour identifier matériellement des « lieux de développement » des langues car la phonologie permet de mettre en évidence des « marqueurs phoniques » indicatifs de tendances uniques propres à des territoires en fonction de caractéristiques géoclimatiques, économiques et culturelles. Selon Jakobson, la tâche d'un savoir de la langue est précisément de décrire la mise en chaîne (*metodom uviazki*) de différents liens entre des niveaux phonologiques d'une langue en fonction de lois qui gouvernent la manifestation de ces liens.

Désormais, c'est le rapport aux particularités des aires géographiques qui va servir de loi pour construire une « typologie des réseaux linguistiques formés par les caractères phonologiques ». Le dialecte rassemble ainsi un ensemble de caractères linguistiques en fonction de son inscription dans une aire géographique particulière. C'est sur cette base matérielle que l'on peut analyser des corrélations phonologiques entre différents parlers et identifier des proximités structurales sur la base d'effets mesurables sur le plan de la quantité de sons réunis, des dynamiques d'accentuation, ou encore des inflexions mélodiques.

Par rapport aux éléments de politiques de la langue repérés par Foucault dans *Les mots et les choses*, on observe des changements majeurs. L'âge de la Renaissance construit un ordre fondé sur la ressemblance grâce à la convenance, l'émulation, l'analogie et la sympathie. Cette structure se retrouve dans l'étude de la langue comme vérité d'adéquation aux choses du monde autant par la forme et le contenu que par la référence. L'âge classique substitue à l'interprétation des ressemblances l'analyse et la mesure qui ramène, à la manière d'une mathesis universelle, à l'unité commune « par l'ordre, l'identité et la série des différences ». Et pour l'analyse de la langue, cette unité réside dans le signe qui est lui-même l'unité comme représentation de la chose pensante et de la chose pensée.

Avec l'*épistémè* de l'âge moderne, c'est la discontinuité qui s'introduit dans les formes du vivant, une certaine guerre des pulsions où force vitale et menace de mort s'opposent dans une vaste dérive temporelle où des crises et des régressions deviennent les figures précaires d'une ontologie sauvage. En philologie, le mot opère alors une sorte de « saut en arrière hors les fonctions représentatives », pour s'installer dans la précarité de la sonorité. La langue vivante est à la fois un magma de combinaisons aléatoires et un système organique de croissance permettant d'assimiler les liens aléatoires grâce à des flexions internes (supportées par les radicaux).

À l'âge moderne, c'est donc à l'intérieur de la langue qu'il faut chercher les éléments qui permettent de comprendre les articulations et les variations de sonorité des radicaux, c'est-à-dire la dérive vivante d'une matrice linguistique. Au langage qui représente la pensée s'est substitué un langage qui exprime le désir des subjectivités agissantes. C'est l'expression mélodique du désir précaire d'un sujet collectif. Mais quelque chose de radicalement nouveau apparaît avec les travaux du cercle de Prague. Suivant l'*épistémè* mobilisée pour élaborer la politique des langues en Moldavie, « les langues ne sont plus rapportées au vouloir du peuple, mais à leurs proximités structurales ». Cette proximité est conçue à partir d'un savoir matérialiste de type géolinguistique qui les inscrit dans un lien fort susceptible de tenir ensemble des pays où l'on parle pourtant des langues hétérogènes.

Oleg Bernaz pense ainsi avoir atteint le cœur d'une nouvelle *épistémè*. Cette dernière substitue à la précarité des ordres civilisationnels liés au vouloir collectif des sujets, un processus d'assemblage d'entités disparates structurées à partir de l'adaptation à leur milieu de vie. En observant le milieu de développement d'une population locale, un territoire ou un bassin de vie, il est possible de dégager des particularités d'adaptation déterminant des règles d'organisation, des articulations dialectales particulières. Pour créer une force de développement, il faut produire de l'union, des alliances sur la base d'une bonne connaissance de ces particularités territoriales, privilégier des *unités structurales* (entre grandes villes, entre zones rurales ou industrielles, entre pôles universitaires ou technologiques, etc.). Suivant cette *épistémè* à la source du bio-pouvoir contemporain, les convergences structurales déterminent les comportements des populations et constituent des matrices de significations qui permettent l'intercompréhension nécessaire aux rapprochements.

À la fin des années 1920, cette politique des langues s'inscrit dans un processus dialectique suivant lequel l'autonomie politique est un pas nécessaire vers l'émancipation des classes laborieuses. Elle est conçue comme l'instrument de l'affirmation d'une nouvelle puissance hégémonique dans l'ordre historique. Mais il y a un aspect paradoxal dans cette vision dialectique de l'hégémonie car elle passe par un stade

d'affirmation de soi et d'autonomisation des identités nationales contre les anciennes autorités et leurs solidarités transnationales. Le résultat immédiat fut qu'une certaine politique égalitaire de Lénine devint le fondement de la Politique linguistique soviétique des premières années soviétiques (1917-1930). Cette politique ne cherchait pas « d'abord à instrumentaliser les langues à des fins de propagande », mais se donnait comme principe « que toutes les langues doivent être égales, que le statut de la langue officielle ne peut être attribué à aucune langue, que toutes les nations ont des droits égaux et peuvent disposer d'elles-mêmes, que l'éducation en langue maternelle doit être garantie à tous les citoyens soviétiques et que tous ont le droit d'exiger réparation de n'importe quelle transgression de cette égalité des droits » . Si les empires coloniaux ont tous décidé de politiques de la langue et opté pour une éducation coloniale basée sur des processus d'identification à la langue dominante, la jeune Union Soviétique, préoccupée par une hypothétique union internationale des prolétaires, a tenté de définir avec Lénine comme théoricien politique, sa propre approche de la question. De fait, les révolutionnaires marxistes étaient persuadés que l'avenir des nouvelles républiques passerait certes par le stade d'une identité nationale plus forte, mais en vue de dépasser cette dernière en produisant les contradictions nécessaires entre forces productives et atteindre ainsi le stade supérieur de la lutte des classes, le socialisme d'État.

Cette vision des choses a incité les révolutionnaires à lutter pour l'émancipation des langues locales et pour leur participation à la structuration de l'ordre social. Il en est allé ainsi du Turkménistan et du Kazakhstan par exemple. Le même engouement a encouragé les recherches sur le Moldave dans les années 1920. C'est dans un tel contexte que Jakobson a consacré ses premières recherches à ce sujet. L'enjeu de ces politiques de la langue était de taille car il fallait à la fois favoriser la modernisation de sociétés encore ancrées dans le féodalisme et s'assurer en même temps de leur fidélité au projet politique d'union révolutionnaire autour de la Russie. Les langues ont ainsi participé au façonnage d'un processus d'union basé sur la recherche de solidarités structurales entre des zones géographiques souvent lointaines. Il s'agissait de rassembler ceux qui se sentent du Nord, de la campagne, d'une zone minière, ou maritime en reliant des caractéristiques climatiques, économiques et culturelles avec des particularités linguistiques, phonologiques ou syntaxiques. La langue locale apparaissait ainsi pour la première fois comme un principe d'internationalisation possible, de dépassement des particularités, permettant d'apprendre à créer de nouvelles zones de développement en fonction de simples proximités structurales. La politique de la langue devenait un outil pour tirer parti de l'archipel constitué par les rhizomes linguistiques.

Ce qu'il faut donc mieux comprendre d'un point de vue épistémologique, c'est qu'au XX^e siècle, le schéma moderne de la langue comme ferment d'unité nationale par l'identification des sujets à un « parler commun » (ces variations linguistiques dont on pense qu'elles nous définissent...), – ce schéma moderne est remplacé par une dynamique totalement différente. La langue n'est plus un enjeu d'unité intérieure, elle est un enjeu d'union extérieure : formuler une grammaire, contrôler une forme d'orthographe et de transcription de l'oralité, distinguer et classer des pratiques phonologiques, c'est non seulement constituer une zone de développement des masses tournée vers l'extérieur, mais c'est aussi modifier les capacités de prise de conscience de ces masses.

Le choix d'une politique incertaine d'égalité devant le langage visait ainsi à ouvrir les multitudes à d'autres horizons d'expérience que celui imposé par les contraintes matérielles. Le contrôle sur la langue devenait le contrôle du passage vers l'autre ! L'interaction par proximité structurale peut ainsi s'étendre aux conduites et aux comportements collectifs : liens de marché, structures des appareils productifs, liens familiaux et religieux. Elle ouvre la possibilité d'agir sur les échanges entre des acteurs disparates, à la manière d'une phonologie comparée tentant d'associer des manières de quantifier, d'accentuer et d'infléchir dans les procédures d'administration et de contrôle. Si la politique de la langue contient un tel potentiel de développement pour les peuples y compris dans l'histoire revue du point de vue de la lutte des classes, c'est parce le défi de la co-construction linguistique les inscrit dans des processus collectifs d'apprentissage et les met en mesure d'assurer leur propre capacité de production des concepts. Loin d'être arrachés à eux-mêmes par une raison souveraine et extérieure, ils sont au contraire renvoyés à leur pouvoir d'interaction sur la base cette fois d'une orientation consciente.

Pour créer des unions, il faut pouvoir collectivement désigner une force de développement, nommer des convergences structurales susceptibles de déterminer les comportements et de constituer les matrices de significations qui permettent l'intercompréhension nécessaire aux rapprochements. Tout se joue dans une normativité d'un nouveau type (lié à l'*épistémè* de l'union) et qui fonde le contrôle du passage à l'autre. Il ne s'agit plus du pouvoir comme « action sur l'action des autres », mais du pouvoir comme marqueur de l'identique et du non-identique. Si le rapport entre langage et lutte des classes a un sens c'est donc parce qu'il renvoie à la transformation structurale des capacités d'union avec d'autres révolutions prolétariennes. Ce qui est en jeu c'est le contrôle du passage à l'autre grâce à la thématization du pouvoir d'union.

L'objet central de cette *épistémè* est ainsi le besoin d'altérité des populations comme indicateur d'opportunité pour rendre des unions planifiables, pour faire proliférer des politiques d'alliance. La politique

de la langue libère une puissance itérative des multitudes qui permet de dépasser les structures figées des significations autoritaires au profit d'une saisie collective des intérêts d'un contexte d'échange.

Toutefois, cette normativité d'un genre nouveau pose la question de l'ambivalence de cette puissance itérative et celle de sa limitation. Récupérée et insciemment mise en œuvre à travers l'impérialisme colonial du XX^e siècle et l'unionisme économique de la guerre des blocs, cette normativité nouvelle des proximités structurales est devenue la clé de codification d'un ordre nouveau. Mais en s'ignorant comme processus de détachement de soi de la puissance des multitudes, elle continue de supposer l'attachement primaire à des pratiques identitaires qui conditionnent le désir de l'autre et le passage vers lui. Malgré le travail de rapprochement par proximité structurale, les politiques de la langue ne sont pas parvenues à se confronter aux fantasmes identitaires qu'elles tentaient de surcoder symboliquement en les inscrivant dans des ordres productifs. Quand ces stratégies d'union s'épuisent ou échouent, la seule question politique qui demeure irrésolue est celle de la puissance qu'elles tentaient de mobiliser pour inciter au passage vers l'autre.